



NE TIREZ PAS

Le président du RNI est la cible de tirs croisés des siens. Pourtant, c'est un véritable "homme-institution".

Par **Mustapha Sehimi**

“**E**n avant, Osman !...” C'était, le 6 novembre 1975, l'ordre donné par feu SM Hassan II à son Premier ministre, pour engager l'historique Marche verte. Dans la mémoire collective des trois décennies écoulées, une place de choix revient à ce moment d'histoire où l'épopée se conjugue au quotidien. S'il n'y avait qu'une image à garder dans son long parcours depuis plus d'un demi-siècle, nul doute que Ahmed Osman n'hésiterait pas une seule seconde: fixé pour toujours, cet ordre, donné à 10h30, reste le symbole le plus fort d'une Marche verte qui a

Collège royal à Rabat, dans la même promotion que le prince Moulay Hassan. À la gare de Rabat, qui trouve-t-il pour l'accueillir? Mehdi Ben Barka en personne, précepteur du Prince, qui l'héberge le week-end. Ainsi va l'histoire...

Dans son nouveau cursus, Ahmed Osman se distinguera encore par l'excellence. Le bac en poche, le voilà à la faculté de droit de Bordeaux, où le cycle universitaire est sanctionné, comme pour le Prince, par la licence en droit et un DES en droit. À Paris, lors des négociations de La Celle-Saint Cloud pour le retour de Mohammed V, Moulay Hassan lui dit: “Fais ta valise, tu rentres avec nous”. Et il rejoint le cabinet royal à

(1968-70). Il revient au gouvernement, au ministère des Affaires administratives, puis rejoint le Cabinet royal, le 6 août 1971, en qualité de directeur. Le point d'orgue de cette montée sera sa nomination comme Premier ministre, le 19 novembre 1972, fonction qu'il assurera jusqu'à fin mars 1979.

Ce premier versant, si l'on peut dire, sera doublé et conforté par une tout aussi longue carrière parlementaire et politique. Député d'Oujda en 1977, il sera reconduit dans plusieurs législatures jusqu'en 1997. Il sera même président de la Chambre des représentants de 1984 à 1992, après avoir été ministre d'État durant la période intérimaire de 1983-84. En octobre

SUR OSMAN !

“*dejà fait son entrée dans la légende et qui appartient au patrimoine universel*”, pour reprendre la formule de Léopold Sédar Senghor.

Ce n'est pas un hasard si Ahmed Osman était présent à ce rendez-vous d'un peuple avec son destin. Dans le sillage du Roi depuis près de trois décennies, il était là dans le carré, partageant avec lui les épreuves d'un long combat pour la libération, puis pour l'édification d'un État moderne. Natif d'Oujda, en janvier 1930, il avait été sélectionné, avec une bonne dizaine d'autres élèves parmi les plus méritants pour rejoindre le

la fin de 1955, où il s'occupe des questions juridiques. Il est membre de l'Assemblée nationale consultative, nommée le 3 août 1956. Puis, il intègre le ministère des Affaires étrangères à la tête de la division Europe-Amérique.

Secrétaire général du ministère de la Défense en 1957, c'est une longue ascension qui s'engage alors: ambassadeur à Bonn (République fédérale d'Allemagne) en 1961-62, puis secrétaire d'État au Commerce, à l'Industrie et aux Mines avant de présider la Comanav (1964-67) et d'être nommé ambassadeur à Washington

1978, il fonde le Rassemblement national des Indépendants, qu'il préside toujours depuis cette date. C'est dire qu'il peut exciper de la plus belle carte de visite du Royaume, puisqu'il est le seul à avoir exercé les fonctions de premier plan de Premier ministre et de président du Parlement. Au côté du regretté SM Hassan II, il a été, durant des décennies au cœur de la “fabrication” de la politique royale. C'est lui qui mène les contacts avec l'opposition (Allal El Fassi et Abderrahim Bouabid, dirigeants respectifs du parti de l'Istiqlal et de l'USFP) au cours de l'été 1972 🖐️



Fidèle, mais pas féal, il se distinguait par la haute idée qu'il avait de son service auprès du Roi.

En haut: Ahmed Osman avec feu Hassan II, Houari Boumedienne et Mokhtar Ould Daddah. En bas: Ahmed Osman à la Marche verte.

pour tenter de former un gouvernement d'union nationale après la seconde tentative de coup d'État contre le Boeing royal, le 16 août 1972, menée, cette fois, par le général Oufkir. Il avait eu les mêmes interlocuteurs lors de l'élaboration de la troisième Constitution de mars 1972. C'est également lui qui négocie les accords de Madrid du 10 novembre 1975 finalisant le retrait de la puissance administrante et la rétrocession des provinces sahariennes. Il sera également chargé de nombreuses fois de missions en Afrique et en Asie par le Souverain. Dans le personnel politique marocain, il fait partie de ce petit segment de responsables "ex-

portables" pouvant porter la bonne parole devant les instances internationales et nouer des contacts de haut niveau.

Ses rapports avec feu Hassan II présentaient bien des traits particuliers. Le premier d'entre eux était assurément son "parler vrai". Fidèle, mais pas féal, il se distinguait, avec Ahmed-Réda Guédira en particulier, par la haute idée qu'il avait de son service auprès du Roi. Il n'avait que du mépris pour l'esprit de courtoisie et matérielle de tant de dignitaires makhzénien. Démocrate, il l'était, avec des convictions chevillées au corps: n'est-ce pas le seul qui s'oppos

en octobre 1981, à la primature, alors entre les mains de Me. Maâti Bouabid, à une réunion associant le parti de l'Istiqlal (Mhamed Boucetta et Mhamed Douiri) et la MP (Mahjoubi Aherdan) sur l'interdiction... de l'USFP, coupable d'avoir dénoncé les dangers des résolutions de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) de Nairobi I et de vouloir quitter le Parlement? Ce à quoi le Roi réagit que "Osman a raison".

Mais cette franchise ne pouvait pas se donner libre cours sans heurts. Son départ du gouvernement qu'il dirigeait avait été provoqué par la détérioration de la situation sociale et les grèves de mars 1979 gérées de manière sécuritaire par Driss Basri. Lors d'une réunion présidée à cette occasion par le Souverain, il lança cette apostrophe: "Le pays n'est pas dirigé". Ce qui lui valut cette réplique royale: "Non, le pays est gouverné, mais il est mal géré. Et cela est de votre responsabilité". Le clash conduisit, le lendemain, à son départ et à la nomination de Me. Maâti Bouabid. De son gouvernement, les Marocains gardent encore la nostalgie des années fastes: celles de la marocanisation, qui allait générer de nouvelles catégories entrepreneuriales; celles de la récupération du million d'hectares des terres de colonisation; celles de l'envol du cours des phosphates à partir de 1973, à telle enseigne que l'euphorie était générale et que des centaines de chantiers étaient lancés; celles, enfin, de création de nouvelles universités, de réalisation de barrages, d'équipements sociaux. À telle enseigne que les censeurs actuels du précédent règne et de son bilan n'incriminent pratiquement jamais le cabinet Osman. Et puis, son mandat de près de sept ans à la tête de l'exécutif a coïncidé avec la dialectique du couple Sahara-démocratisation.

Il a été mis fin ainsi à une situation d'exception qui prévalait depuis juin 1965; et un processus de libéralisation et d'ouverture se mettait 🖐️

progressivement en place: légalisation de l'USFP et du PPS, élections municipales de novembre 1976 suivies du scrutin législatif avec pour couronnement la mise en place du Parlement en octobre 1977 où sont représentés les partis d'opposition (Istiqlal, USFP et PPS).

Il aura aussi à cœur de promouvoir de nouvelles élites se réclamant du Maroc de la Marche verte, pour bien montrer que celles revendiquant l'héritage du mouvement national ne pouvaient plus prétendre au monopole de la représentation politique ni de la légitimité démocratique. Ce courant, dit des Indépendants, avait remporté 59% des suffrages exprimés au scrutin local de novembre 1976; il rafla également, avec 140 sièges, plus de la majorité absolue de la nouvelle Chambre des Représentants élue en

1977. À partir d'un groupe parlementaire dominant donc se constitue au début d'octobre 1978 un nouveau parti, le Rassemblement national des indépendants. On y trouve plusieurs sensibilités: hommes d'affaires, propriétaires fonciers, notables ruraux, professions libérales et technocrates. Les hauts cadres issus de ce dernier segment seront souvent promus à des fonctions ministérielles: Mohamed Belkhaty, Abdesslam Znined, Tayeb Bencheikh, Moussa Saâdi, Abdelkamel Rerhaye, Abdellatif Ghissassi, et d'autres. Et l'appareil d'État ainsi que les responsables des secteurs public et semi-public verront également un renouvellement générationnel marqué du sceau des compétences. Durant la deuxième décennie, celle des années quatre-vingt, les précé-

Ahmed Osman et l'ancien premier ministre iranien Amir Abbas Hoveyda.

dentes avancées enregistrées par le Royaume sont battues en brèche: c'est une période de gestion du statu quo, une sorte de glaciation "brejnévienne" qui ne sera rompue qu'au début des années quatre-vingt-dix avec une nouvelle séquence de démocratisation (création du CCDH, amnistie des exilés, première tentative d'alternance gouvernementale à la fin 1993...)

Tout au long de cette longue période, le parcours de Ahmed Osman ne sera pas linéaire, parfois à son corps défendant. Ainsi, en novembre 1981, le Roi assigne au RNI une fonction d'opposition qui durera deux ans pour faire pièce et substituer en même

De son gouvernement, les Marocains gardent encore la nostalgie des années fastes.

temps le parti de Me. Aberrahim Bouabid, en rupture avec le pouvoir. Ses rapports avec Driss Basri, ministre de l'Intérieur en montée d'influence, surtout à partir de 1983, après la mort du général Dlimi, se détériorent de plus en plus.

La scission que connaît le RNI, au printemps 1981, avec la création du Parti national démocrate (PND), parrainée par le général Dlimi et sous-traitée par Driss Basri, n'avait pas

peu contribué à dégrader leurs relations. Sous couvert d'une fronde de notables ruraux ou autres -Arsalane El Jadidi, Abdelkader Benslimane, Khalli Henna Ould Rachid, Jalal Essaïd, Abdellah Kadiri, etc...- s'exprimait aussi une recomposition du champ politique, jugé accaparé par la bourgeoisie urbaine fassie et casablancaise.

Autre dossier de contentieux avec l'ancien ministre de l'Intérieur: la restriction des libertés, la place et le rôle de ce département, avec la dénonciation récurrente de ses débordements, illustrée par cette déclaration connue faite devant feu Hassan II en présence de Driss Basri: "À part quelques gouverneurs comme Benchemsi et Fizazi par exemple, Majeste, vos agents d'autorité exploitent votre peuple en votre nom".

Quelques semaines plus tard, le Souverain le décora ostensiblement, du haut de son cheval lors de la cérémonie d'allégeance du 4 mars au Méchouar. Mais "la guerre de tranchées" avec Driss Basri allait s'étendre et se prolonger. En 1993, les résultats du RNI aux élections législatives sont sabrées alors que, quelques mois plus tard, il s'était hissé au premier rang lors du scrutin local et régional...

Par-delà les conjonctures, le RNI est bien présent aujourd'hui. Au départ, sa création avait été vivement dénoncée par les partis d'opposition parce qu'il avait ce péché originel: celui d'être un "part administratif". Avec cette nuance que m'apporta un jour Fathallah Oualalou: "Osman est credible, mais pas le RNI..." Avec le temps, ce jugement définitif est revu et corrigé. Le PPS, par la voix de Ali Yata, lui décerne dès juin



© Ph.DR

Contrairement à ce qui est colporté, l'ambition de Osman n'est pas d'être reconduit dans les mêmes fonctions.

1983 le certificat de classement parmi les "forces vives" du pays, une terminologie significative naguère réservée aux seuls partis issus du mouvement national... Et les temps de changer, puisque le parti de Ahmed Osman se voit invité en mars 1998 à former avec le nouveau Premier ministre socialiste, Abderrahmane Youssoufi, un cabinet d'alternance dite consensuelle associant l'USFP, ainsi que le Mouvement populaire. Pour les besoins de cette équation voulue par feu Hassan II, il accepte une sous-

représentation par rapport à son importance arithmétique parlementaire où il est pratiquement en position. Avec le cabinet Jettou d'octobre 2002 puis celui remanié en juin 2004, le RNI n'est guère mieux loti. Des ministres "technocrates" comme Salaheddine Mezouar ou Mohamed Boussaïd sont comptabilisés sur son compte; la même opération a été faite pour l'Istiqlal, par exemple, avec Karim Ghallab et Adil Douiri. De quoi raviver bien des états d'âme de tant de ministrables rendus inconsolables. La direction assurée

par Ahmed Osman est mise en cause. Le procès porte sur la mauvaise défense des intérêts du parti, comme si la nomination des ministres n'était pas, en dernière instance, de la compétence royale.

Les finances, la vie organique, le mode de gouvernance: autant de griefs qui sont étalés sur la place publique et qui créent depuis deux ans un climat délétère qui pénalise globalement le parti et porte atteinte à la dimension de l'équation personnelle de son président.

Ahmed Osman gère au mieux ces spasmes, sans trancher ni se résoudre à une mise à plat des problèmes posés. Ce sont là les traits d'un certain profil psychologique: celui d'un "homme institution". Comme ➡

IVème congrès du RNI les 30 et 31 mars 2007

Le trop-plein de candidats

Après bien des hésitations et des pas-de-deux, le président du Rassemblement national des indépendants (RNI), Ahmed Osman, s'est résolu, semble-t-il, à ne pas demander la reconduction de son mandat aux prochaines assises de son parti, les 30 et 31 mars 2007. Évidemment, il

Mais alors qui peut lui succéder? Sur le papier, le premier nom qui vient à l'esprit est celui de Mohamed Aoujjar, ex-ministre des Droits de l'Homme. Depuis deux ans, il avait ouvert pratiquement un "front" du rupture s'en prenant à Ahmed Osman, en termes parfois peu amènes, et sur de nombreux dossiers: le mode de direction, les finances, la situation du personnel des imprimeries en liquidation, ou encore la nature et la dimension des alliances possibles en 2007 et au-delà. Ces derniers temps, il est plus discret, mais il tient à faire savoir qu'il n'est pas candidat à la présidence pour des raisons précises: *"Par éthique politique, je milite pour une autre pratique et une gouvernance différente, c'est cela qui compte"*.

L'on note, par ailleurs, "l'activisme" récent de Mustapha Mansouri, ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle. De tempérament "centriste", il peut rallier des suffrages à condition d'élargir ses soutiens au-delà de sa région. D'autres poussent aussi Mohamed Boussaïd ou Salaheddine Mezouar, qui ont en charge des départements ministériels, pour se lancer dans la bataille; ce qui serait l'illustration qu'un "technocrate" au départ peut aussi devenir un responsable politique en phase avec l'air du temps, les attentes de la société et, de surcroît, les vœux du Méchouar... Enfin, Mustapha Oukacha paraît incontournable lors du prochain congrès, soit comme président, soit encore comme "faiseur" de président. De grandes et de petites manœuvres dans les prochaines semaines pour gérer ce "trop-plein" de candidats. □

Mu.S.



Ahmed Osman et son éventuel dauphin, Mustapha Mansouri.

ne compte pas se désintéresser du jour au lendemain, après quelque trois décennies, du sort du RNI et de la qualité de sa future direction. Mais, à coup sûr, c'est une donnée fortement inédite pour une formation habituée, depuis des lustres, à la centralité de son président fondateur.

naguère Allal El Fassi pour l'Istiqlal, Abderrahim Bouabid pour l'USFP ou Ali Yata pour le PPS, l'on est en face de personnages historiques sinon justifiant de références telles qu'il y a en eux une identification avec la formation que chacun d'entre eux dirige. Difficile pour eux de prendre une "retraite" parce que l'engagement de leur vie n'est autre que le patriotisme de leur formation dont ils estiment être les gardiens et les garants.

Aujourd'hui, Ahmed Osman a sans doute pris conscience de ce blocage. Il a eu tous les honneurs, au dedans et au dehors, c'est vrai. Il a été honoré de plusieurs distinctions internationales, dont celle de l'Institut national britannique de la Biographie (INB), qui l'a nommé homme de l'année 2004... Mais, pour autant, de grandes épreuves personnelles n'ont pas manqué dans sa vie familiale: le décès de sa femme, SAR Lalla Nezha, sœur de feu Hassan II, en septembre 1977 puis la disparition, en avril 1992, de l'enfant de cette union, Naoufal, cousin très proche du Prince héritier de l'époque, Sidi Mohammed, actuel Roi.

Il sait que le temps est venu de faire le bilan de son long mandat à la tête du RNI. Et, contrairement à ce que certains s'échinent encore à colporter, son ambition n'est pas d'être reconduit dans les mêmes fonctions lors du prochain congrès, les 30-31 mars à Bouznika. Il faut préserver et conforter le rassemblement qu'est le RNI qui a été le pionnier dès 1983-84 du libéralisme social, de l'État de droit et des libertés. Ces options ont été reprises et prolongées par étapes jusqu'aux axes du programme du cabinet Jettou.

Il reste à redonner une identité et une visibilité à ce qui peut faire demain la différence avec les autres formations. Il convient aussi de procéder à une large ouverture du RNI vers de nouvelles potentialités, les jeunes, les femmes, etc. Après tout, le bilan

des ministres technocrates qui sont les siens est un plus pour sa capacité gouvernementale et sa crédibilité. Il faut enfin savoir dépasser les rivalités politiciennes et les jeux stériles de certains pour repositionner autrement ce parti dans la nouvelle articulation du champ politique en devenir: réussir la mue éligible aux exigences du nouveau règne; valoriser les potentialités existantes; s'ouvrir à de nouvelles forces; faire montre

d'un militantisme de proximité couplé à la gestion rentière de fiefs électoraux par des notables; redéfinir une approche social-démocrate mieux insérée dans les mutations liées aux multiples processus et flux de la mondialisation.

Faute de cela, le RNI risque de passer à côté des dynamiques sociales, certes brouillonnes, mais réelles qui agitent d'ores et déjà la dialectique politique nationale. □

Mustapha Oukacha, président de la Chambre des Conseillers, membre du comité exécutif du RNI

“Je ne suis pas candidat, mais...”

•**MHI: Comment se prépare le congrès du RNI, fixe aux 30-31 mars 2007?**

-**M. Oukacha:** Après le comité central, tenu le 3 février, à Rabat, la date des instances de notre congrès a été approuvée et fixée au 30-31 mars prochain à Bouznika. Les 350 membres du comité central présents ont également arrêté le chiffre de 4.000 congressistes.

•**MHI: Quelle évaluation faites-vous de la situation actuelle et future du président du RNI, Ahmed Osman ?**

-**M. Oukacha:** Je suis favorable pour qu'il soit président honoraire de notre parti. Il est une référence éminente pour nous tous et il doit garder ce rôle. Depuis près de trente ans, nous disons que c'est le meilleur *zaim* de parti, qu'il a été le meilleur Premier ministre, nous n'allons pas dire le contraire aujourd'hui.

•**MHI: Quel doit être, d'après vous, le profil du prochain président du RNI**

-**M. Oukacha:** Il y a beaucoup de bobards à ce sujet. Pour ma part, je ne suis pas candidat, mais j'ajoute que je n'ai rien dit à ce sujet. Certain



Mustapha Oukacha.

veulent cependant que je sois candidat... Nous voulons d'abord régler les problèmes posés avec Si Osman. Nous ne voulons pas de conflits d'ici le congrès; il nous faut régler les problèmes actuels. Mais le profil du prochain président doit réunir trois critères: être membre-fondateur, être membre de la direction et jouir ainsi d'une expérience, enfin bénéficier d'une certaine crédibilité. Il y a déjà des candidats déclarés, comme Mustapha Mansouri et Mohamed Aoujjar et d'autres pas. Le congrès décidera. □

Propos recueillis par M. Schimi